



8 mars 2025

Communiqué de la CIAMS

Les femmes ont droit à la sécurité, à la dignité, et à être considérées comme des êtres humains à part entière. La journée mondiale d'action pour les droits des femmes est là pour nous le rappeler. Et aujourd'hui, ces droits ne sont toujours pas garantis.

La CIAMS, en tant qu'organisation féministe luttant pour l'abolition de la gestation pour autrui, est confrontée quotidiennement aux réalités de la traite humaine et des violences que subissent, partout dans le monde, les femmes utilisées comme matière première dans l'industrie de l'exploitation reproductive et de la vente de leurs enfants. Récemment, en Géorgie, des centaines de femmes recrutées en Ouganda, Thaïlande, Turquie, Russie ou Kazakhstan ont été détenues dans des « fermes à ovocytes » et à production de nouveau-nés sur commande. En Argentine, des Européens fortunés ont recours à la gestation pour autrui et abandonnent parfois les enfants qui ne correspondent pas à leurs exigences, comme ce fut le cas du bébé né prématurément et rejeté par la commanditaire française. En Grèce, État membre de l'Union européenne, la traite des femmes prospère à des fins d'exploitation reproductive, alors même que la pratique y est légale sous une forme soi-disant altruiste.

Légale, encadrée, prétendument éthique ou altruiste, comme récemment en Irlande ou au Danemark, ces qualificatifs sont là pour rassurer et garantir les intérêts des commanditaires aisés et sans scrupules. Ces histoires qui se déroulent sous nos yeux ne semblent jamais franchir le seuil de la conscience publique.

Qui prend le parti des femmes parmi les décideurs politiques ? Trop peu. La majorité d'entre eux, par indifférence ou par ignorance de la réalité de ce marché mondialisé et de ses pratiques, se laisse prendre au piège de la compassion pour les acheteurs d'enfants et invisibilisent les mères qui s'y engagent au risque de leur vie et de leur santé.

Entendre la vérité sur la gestation pour autrui est certes inconfortable, mais agir est fondamental et demande du courage politique. Il est bien plus facile d'adhérer aux récits idylliques de désirs d'enfants que d'affronter la réalité des femmes instrumentalisées et réduites à l'état de productrices d'êtres humains sur commande. Allons-nous permettre que les femmes et les enfants soient achetés, vendus ou donnés comme des objets déshumanisés ?

Les décideurs politiques représentent-ils réellement les intérêts des femmes et des filles ou se font-ils par commodité, ignorance ou complicité, les alliés du système patriarcal ?

L'exploitation reproductive est une question politique essentielle. Nous n'accepterons jamais la normalisation de l'exploitation du corps des femmes et la vente de nos enfants. Le temps est venu de dire « ça suffit ! ».

À l'occasion de ce 8 mars, Journée Internationale de Lutte pour les Droits des Femmes, nous appelons toute la société à se mobiliser pour contribuer à l'abolition de la gestation pour autrui et à garantir les droits des femmes et des filles partout dans le monde

Marie Joséphe Devillers

Ana-Luana Stoicea-Deram

Berta O. Garcia

Co-présidentes de la Coalition pour l'Abolition de la Maternité de SubstitutionI